

6° dans la rubrique 6. « Composante du lieu de travail » du parcours standard « Elektrotechnieken dual » , la phrase « La composante du lieu de travail dans la formation Électrotechniques duale comprend en moyenne, sur une base annuelle, au moins 14 heures de formation par semaine sur le lieu de travail simulé. » est remplacée par la phrase « La composante du lieu de travail dans la formation Électrotechniques duale comprend en moyenne, sur une base annuelle, au minimum 14 et au maximum 19 heures de formation par semaine sur le lieu de travail (réel et/ou simulé ensemble). » ;

7° dans la rubrique 6. « Composante du lieu de travail » du parcours standard « Mechanische vormgevingstechnieken dual » , la phrase « La composante du lieu de travail dans la formation Techniques de modelage mécanique duale comprend en moyenne, sur une base annuelle, au moins 14 heures de formation par semaine sur le lieu de travail simulé. » est remplacée par la phrase « La composante du lieu de travail dans la formation Techniques de modelage mécanique duale comprend en moyenne, sur une base annuelle, au minimum 14 et au maximum 19 heures de formation par semaine sur le lieu de travail (réel et/ou simulé ensemble). ».

Art. 3. Le même arrêté est complété par les annexes 3 et 4, jointes en annexe 1 et 2 au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 5. Le ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions et le ministre flamand qui a la politique de l'emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 décembre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,
H. CREVITS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Économie, de l'Innovation et des Sports,
Ph. MUYTERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/10733]

14 NOVEMBRE 2018. — Décret modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, les modifications suivantes sont apportées:

1° la définition, visée au 3°, est remplacée par ce qui suit:

« 3° activité sportive: toute forme d'activité physique qui, à travers une participation organisée ou non, a pour objectif(s) l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition, à tous les niveaux, en ce compris les activités organisées et pratiquées, en dehors de toute compétition, dans des salles de fitness; »

2° dans la définition, visée au 43°, les termes « une compétition ou une manifestation sportive; » sont remplacés par les termes « une activité sportive; »

3° sept nouvelles définitions, rédigées comme suit, sont ajoutées:

« 82° ONAD Communauté française: ONAD désignée, par et pour la Communauté française, comme étant l'ONAD, signataire du Code, au sens et conformément à l'article 23.1.1 du Code;

83° CIDD: Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage, instance disciplinaire, ayant la forme juridique d'une association sans but de lucre, telle que visée et dont les compétences, les principes et conditions sous-tendant le fonctionnement sont prévus à l'article 19;

84° fitness: ensemble d'activités sportives, pratiquées seul ou en groupe, dans une salle de fitness et qui ont, notamment, pour objectif(s) le bien-être physique, l'effort physique ou le renforcement musculaire, à l'exception des activités de soins ou de réhabilitation médicale;

85° salle de fitness: espace intérieur, ouvert au public, à titre gratuit ou onéreux, dans lequel sont proposées et organisées des activités de fitness, y compris en dehors de toute compétition;

86° salle de fitness labellisée: salle de fitness labellisée, telle que visée à l'article 1^{er}, 12°, du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité;

87° responsable antidopage d'une salle de fitness labellisée: responsable antidopage désigné par l'exploitant d'une salle de fitness labellisée, en vertu du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité;

88° chaperon: personne désignée et formée, par l'ONAD Communauté française, qui accompagne et assiste le médecin contrôleur, lors des contrôles antidopage et qui peut aussi, le cas échéant, participer à des activités de prévention du dopage et/ou de sensibilisation à l'antidopage, à la demande et avec le concours de l'ONAD Communauté française. »

Art. 2. L'article 5, du même décret, est remplacé par ce qui suit:

« Article 5. - La pratique du dopage est interdite.

Tout sportif, tout membre du personnel d'encadrement du sportif, toute organisation sportive et tout organisateur est soumis aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Conformément aux articles 23.1.1, 23.2.1, 23.2.2 et 23.3 à 23.5 du Code et sans préjudice des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, en tant que signataire du Code, l'ONAD Communauté française est responsable, pour la Communauté française, de la mise en œuvre du Code et du programme antidopage de la Communauté française, de manière conforme au Code.

En cohérence avec l'alinéa qui précède et conformément aux articles 23.5.1 et 23.5.2 du Code, dans le cadre de la supervision de la conformité des signataires au Code, qui est exercée par l'AMA, à la demande de celle-ci, l'ONAD Communauté française lui rend compte de sa conformité au Code.

Dans le cadre de l'application de l'alinéa qui précède, le cas échéant, l'ONAD Communauté française fournit, à l'AMA, les explications et informations demandées.

Conformément à l'article 23.5.3 du Code, un défaut de coopération de l'ONAD Communauté française, avec l'AMA, dans le cadre de l'application des alinéas 4 et 5, peut être considéré comme un manquement ou une irrégularité, susceptible d'entraîner in fine la non-conformité, au Code, de l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code.

Le cas échéant, les conséquences potentielles en cas de non-conformité au Code, sont celles visées à l'Annexe B du Standard international pour la conformité au Code des signataires, soit, notamment, l'inéligibilité de toute candidature à l'organisation de grandes manifestations internationales en Communauté française ou l'inéligibilité à l'obtention du droit d'accueillir des grandes manifestations internationales en Communauté française.

Sans préjudice des alinéas 3 à 7 et conformément aux articles 20.5.1 et 22.6 du Code, l'ONAD Communauté française dispose, vis-à-vis de tout tiers, de l'indépendance et de l'autonomie dans toutes ses décisions et activités opérationnelles.

Les décisions et activités opérationnelles, visées à l'alinéa qui précède, couvrent, notamment:

a) la planification, la répartition et l'exécution des contrôles antidopage sur des sportifs, que ce soit en ou hors compétition et en ce compris, le cas échéant, en dehors de toute compétition, dans des salles de fitness;

b) la coopération directe avec d'autres organisations antidopage ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales, dans le but de mettre un œuvre le Code, ainsi que son programme antidopage, de manière conforme au Code, comme prévu par l'alinéa 3;

c) l'élaboration et la réalisation d'actions et/ou de campagnes de prévention du dopage, d'information, d'éducation, de communication et/ou de sensibilisation à l'antidopage;

d) la capacité budgétaire de percevoir des recettes, notamment issues d'amendes administratives, et d'effectuer des dépenses liées à la réalisation des missions de l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code.

Sans préjudice et en cohérence avec les alinéas 3 à 9, pour lui permettre de disposer effectivement de l'autonomie et de l'indépendance dans ses décisions et activités opérationnelles, l'ONAD Communauté française est notamment autorisée à:

a) conclure elle-même des conventions, protocoles ou autres accords, en lien direct avec la réalisation de ses missions de signataire du Code, avec d'autres organisations antidopage ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales;

b) disposer et utiliser un logo et/ou une marque propre;

c) disposer et utiliser un fonds budgétaire propre destiné à la prévention et à la lutte contre le dopage.

Art. 3. A l'article 7, du même décret, l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit:

« L'avis de la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport ainsi que celui du Conseil supérieur des Sports n'est pas requis dans le cadre de ce processus d'adoption. »

Art. 4. A l'article 8, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 2, alinéa 2, le terme « deux » est remplacé par le terme « trois ».

2° au § 3, alinéa 4, le terme « complète » est inséré entre le terme « demande » et les termes « d'autorisation ».

3° le § 3 est complété par ce qui suit:

« Dans le cadre et pour l'application des deux alinéas qui précèdent, en cas de refus, la CAUT motive sa décision, en faits et en droit, au regard des critères prévus à l'article 1^{er}, 10°.

Le sportif dispose d'un droit de recours concernant la décision de refus visée à l'alinéa qui précède, à introduire, auprès du secrétariat de la CAUT, en suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.

La CAUT, statuant sur recours, siège selon une formation entièrement différente de celle qui a connu de la demande, en première instance.

La décision de la CAUT, rendue sur recours, est motivée, en faits et en droit, au regard des critères prévus à l'article 1^{er}, 10^o.

Conformément à l'article 4.4.9 du Code, en cas d'inaction de la CAUT, endéans le délai de quinze jours ouvrables prévu à l'alinéa 4, à propos d'une demande d'AUT régulièrement introduite et considérée comme complète, celle-ci sera considérée comme refusée.

Le Gouvernement arrête les modalités concernant les notifications à effectuer, par application du présent paragraphe.

Sans préjudice du droit de recours du sportif, tel que visé à l'alinéa 7, conformément à l'article 4.4.6 du Code, l'AMA peut examiner, à tout moment, toute décision en matière d'AUT, soit à la demande expresse du sportif concerné ou de sa fédération sportive, soit de sa propre initiative.

Si la décision en matière d'AUT, examinée par l'AMA, remplit les critères prévus dans le standard international pour les AUT, l'AMA ne reviendra pas sur cette décision.

Si la décision en matière d'AUT, examinée par l'AMA, ne remplit pas les critères prévus dans le standard international pour les AUT, l'AMA renversera cette décision.

Conformément à l'article 4.4.8 du Code, toute décision de l'AMA de renverser une décision en matière d'AUT, prise en application de l'alinéa qui précède, peut faire l'objet d'un appel, par le sportif concerné, par l'ONAD Communauté française et/ou par la fédération internationale concernée, exclusivement auprès du TAS.

Sans préjudice des alinéas 7, 12 et 15, conformément à l'article 4.4.7 du Code, toute décision en matière d'AUT, rendue par une fédération internationale ou par une ONAD qui a accepté d'examiner une demande d'AUT, au nom d'une fédération internationale, et qui n'est pas examinée par l'AMA ou qui a été examinée par l'AMA mais qui n'a pas été renversée, par application de l'alinéa 14, peut faire l'objet d'un appel, par le sportif concerné et/ou par l'ONAD Communauté française, exclusivement auprès du TAS. »

4^o le § 5, est remplacé par ce qui suit:

« § 5. Les AUT rendues par une autre organisation antidopage, une organisation sportive nationale ou une fédération internationale, de manière conforme à l'annexe 2 de la Convention de l'Unesco, sont reconnues en Communauté française. »

Art. 5. L'article 9, du même décret, est remplacé par ce qui suit:

« Article 9. – Dans le cadre de la lutte contre le dopage, sans préjudice de l'article 5, alinéas 3 à 10, le Gouvernement:

1^o encourage la coopération de l'ONAD Communauté française avec d'autres organisations antidopage et/ou d'autres autorités publiques belges, européennes ou internationales, dans le but de mettre un œuvre le Code et le programme antidopage de la Communauté française, de manière conforme au Code;

2^o encourage les contrôles réciproques entre organisations antidopage;

3^o promeut et encourage la recherche antidopage;

4^o respecte l'autonomie et l'indépendance de l'ONAD Communauté française, notamment en ne s'immisçant pas dans les décisions et activités opérationnelles de celle-ci, conformément à l'article 5, alinéas 8 à 10;

5^o s'assure que l'ONAD Communauté française dispose des ressources suffisantes, notamment humaines et budgétaires, pour que celle-ci puisse exercer la totalité de ses missions et responsabilités, en tant que signataire du Code, conformément à l'article 5, alinéas 3 à 10;

6^o propose, au Parlement, sur proposition de l'ONAD Communauté française ou en nécessaire concertation avec celle-ci, toute éventuelle modification décrétable ou toute adoption d'un nouveau décret »;

7^o adopte, sur proposition de l'ONAD Communauté française ou en nécessaire concertation avec celle-ci, tout arrêté d'exécution du présent décret. »

Art. 6. A l'article 10, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1^o un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré avant l'alinéa 1^{er}:

« Conformément au considérant 112 du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, la lutte contre le dopage est reconnue comme présentant des motifs importants d'intérêt public. »

2^o l'alinéa 1^{er}, devenant l'alinéa 2 en vertu du 1^o, est remplacé par ce qui suit:

« Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, toutes les informations recueillies ou communiquées dans le cadre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, ci-après les informations sont confidentielles. »

3^o à l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6 en vertu du 1^o, les termes « ainsi qu'au Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. » sont ajoutés après les termes « et conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

Art. 7. A l'article 12, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1^o au § 1^{er}, les alinéas 1^{er} et 6 sont remplacés respectivement par les deux alinéas qui suivent:

« Article 12. - § 1^{er}. Conformément à l'article 5, alinéa 9, a) et sans préjudice des éventuels principes, conditions et modalités complémentaires, déterminés par le Gouvernement, l'ONAD Communauté française élabore, sur une base annuelle, un plan de répartition des contrôles antidopage à réaliser, sur des sportifs, que ce soit en ou hors compétition et en ce compris, le cas échéant, en dehors de toute compétition, dans des salles de fitness. »

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er} et des articles 5.2 et 5.2.5 du Code, les officiers de police judiciaire, les médecins contrôleurs et les chaperons ont notamment accès, pour la réalisation des contrôles antidopage, aux vestiaires, salles d'entraînement, salles de fitness, locaux sportifs, infrastructures sportives et terrains sportifs où sont organisés des activités sportives. »

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant:

« Le Gouvernement détermine aussi les conditions dans lesquelles des médecins contrôleurs et des chaperons étrangers ou formés et reconnus par une autre organisation antidopage, belge ou étrangère, peuvent être reconnus, en Communauté française, pour, le cas échéant, y réaliser des contrôles pour l'ONAD Communauté française. »

3° au § 3, les modifications suivantes sont apportées:

a) à l'alinéa 3, les termes «, portant la dénomination ' Formulaire de contrôle du dopage', » sont insérés entre les termes « procès-verbal » et les termes « est pourvu »;

b) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

« Une copie du formulaire de contrôle du dopage en est transmise au sportif concerné, dans les dix jours du contrôle. Si le sportif est affilié à une organisation sportive, à une organisation sportive nationale et/ou à une fédération internationale, celle(s)-ci en reçoit(ven)t aussi une copie, dans le même délai. »

Art. 8. A l'article 12/1, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 3, les termes « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les termes « alinéa 2 »;

2° à l'alinéa 7, le terme « 8 » est remplacé par le terme « 10 ».

Art. 9. A l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « du Gouvernement » sont remplacés par les termes « de l'ONAD Communauté française ».

Art. 10. A l'article 14, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « au Gouvernement » sont remplacés par les termes « à l'ONAD Communauté française ».

Art. 11. A l'article 15, du même décret, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit:

« Article 15. – Sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 19, § 3, l'ONAD Communauté française notifie le résultat et le dossier de l'analyse au sportif et, le cas échéant, à l'organisation sportive et/ou à l'organisation sportive nationale et/ou à la fédération internationale à laquelle ou auxquelles le sportif est affilié. »

Art. 12. A l'article 17, du même décret, les termes « au Gouvernement » sont remplacés par les termes « à l'ONAD Communauté française ».

Art. 13. A l'article 18, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 7, les alinéas 2 et 3 sont remplacés respectivement par les deux alinéas qui suivent:

« Tout sportif d'élite qui souhaite contester sa soumission aux obligations prévues par le présent article ou tout éventuel manquement lui reproché, par application du présent article, peut former un recours de la décision contestée, auprès de la CIDD, conformément et sans préjudice de l'article 19, § 2.

Le recours, visé à l'alinéa qui précède, a effet suspensif et est introduit dans les quinze jours à dater de la notification de la décision contestée. »

2° au § 9, les termes « fonctionnaires en charge de la surveillance du dopage au sein de » sont remplacés par les termes « membres du personnel en charge des dossiers liés aux obligations de localisations des sportifs d'élite au sein, respectivement, de l'ONAD de ».

Art. 14. L'article 19, du même décret, est remplacé par ce qui suit:

« Art. 19. - § 1^{er}. Indépendamment de son affiliation sportive, tout sportif ou toute autre personne, à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée et lui a été notifiée, par l'ONAD Communauté française, est jugé(e) disciplinairement par la CIDD.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, la CIDD est une instance d'audition indépendante et impartiale, au sens de l'article 8 du Code, compétente en première instance et, le cas échéant, en degré d'appel.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, la CIDD est également compétente pour connaître de tout recours d'un sportif d'élite en matière d'obligations de localisation, comme prévu par l'article 18, § 7, alinéas 2 et 3.

Dans les deux jours qui suivent la réception du recours visé à l'alinéa qui précède ou dans les deux jours qui suivent l'éventuelle audition sollicitée par le sportif, la CIDD demande l'avis motivé de l'ONAD Communauté française, quant au bien-fondé du recours et aux explications écrites et/ou orales apportées.

L'ONAD Communauté française rend son avis motivé et le transmet à la CIDD, par courriel, dans les trois jours à compter de la réception de la demande visée à l'alinéa qui précède.

La CIDD, statuant sur tout recours visé à l'alinéa 1^{er}, peut confirmer ou réformer la décision contestée.

La décision de la CIDD, rendue sur tout recours visé à l'alinéa 1^{er}, est définitive.

La décision de la CIDD, telle que visée à l'alinéa qui précède, est notifiée, par courrier recommandé et par courriel, au sportif, ainsi que par courriel, à l'ONAD Communauté française et à l'organisation sportive, au plus tard dans les 14 jours à dater de la réception du recours ou, le cas échéant, dans les 14 jours à dater de l'audition du sportif d'élite, si celui-ci a demandé à être entendu pour faire valoir ses explications et éventuels moyens de défense.

A défaut de notification de la décision de la CIDD, dans l'un des délais visés à l'alinéa qui précède, selon le cas, la décision contestée est réputée être réformée et aucun manquement aux obligations de localisation ne peut être constatée, à l'encontre du sportif d'élite concerné.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, la saisine de la CIDD, en première instance, est effectuée, par la transmission d'un dossier administratif, par courriel, par l'ONAD Communauté française, le même jour que celui de la notification au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, faite conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er} et sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 15, alinéa 1^{er}.

Le dossier administratif, visé à l'alinéa qui précède, est composé des mêmes pièces que celles ayant été notifiées au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, sur base du § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

En tout état de cause, la notification au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, faite conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}:

- a) est effectuée par courrier recommandé et, le cas échéant, par courriel;
- b) indique les éléments de faits dont l'ONAD Communauté française a tenu compte, pour le cas de l'espèce;
- c) comprend une motivation, en faits et en droit, ayant conduit l'ONAD Communauté française à conclure à une allégation de violation des règles antidopage, pour le cas de l'espèce;
- d) indique la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s), selon le cas de l'espèce;
- e) indique la ou les sanction(s) en principe applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du présent décret, si la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) est/sont constatée(s) par la CIDD et que celle(s)-ci est/sont, dès lors, finalement avérée(s);
- f) le cas échéant, fait référence à l'ouverture d'une éventuelle enquête, telle que visée à l'article 6/2, ainsi qu'aux conclusions de cette enquête;
- g) fait référence aux présentes dispositions, avec l'indication expresse des voies de recours applicables, telles que prévues au § 5.

§ 4. Sans préjudice et pour l'application du § 1^{er}, la CIDD est reconnue comme étant la seule instance disciplinaire antidopage compétente, en Communauté française, qui répond aux conditions et principes généraux visés à l'article 8 du Code.

En particulier, la CIDD répond aux conditions et aux principes suivants:

- 1° elle assure l'indépendance et l'impartialité de ses juges disciplinaires;
- 2° elle garantit le respect des droits de la défense, notamment le droit, du sportif ou de l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation potentielle des règles antidopage est alléguée, d'être entendu(e) et celui d'être représenté(e) ou assisté(e) par un conseil juridique, à ses propres frais;
- 3° elle prévoit une procédure d'audition équitable et contradictoire, dans un délai raisonnable;
- 4° elle rend ses décisions et les notifie, par écrit, aux parties à la cause, dans un délai raisonnable;
- 5° elle motive ses décisions, en faits et en droit;
- 6° elle garantit que toute décision disciplinaire rendue est au moins susceptible d'appel, par les parties visées au § 5, alinéa 1^{er};
- 7° elle précise, dans ses décisions, les voies et les délais de recours éventuels;
- 8° elle garantit, à toutes les parties à la cause, que les principes et conditions visés de 1° à 5° valent et s'appliquent également en degré d'appel, le cas échéant;
- 9° elle respecte et applique l'intégralité des dispositions du Code relatives aux procédures disciplinaires et aux conséquences des violations des règles antidopage, notamment les articles 10 et 13 du Code, relatifs, respectivement, aux sanctions à l'encontre des individus et aux appels;
- 10° elle respecte et applique l'intégralité des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution;
- 11° elle adopte et applique un règlement de procédure, conforme aux principes et conditions visés au présent paragraphe;
- 12° simultanément à la convocation des parties à la cause, pour la première audience, elle porte à leur connaissance, le règlement de procédure, visé au 11°;
- 13° elle veille, de manière générale, à ce que les parties à la cause soient suffisamment informées de leurs droits, des procédures applicables et des sanctions éventuellement encourues, en vertu du Code et du présent décret, par le sportif et/ou par toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée;
- 14° elle s'assure, le cas échéant, du respect et de l'application des principes prévus à l'article 7.9 du Code, relatif aux suspensions provisoires;
- 15° elle respecte les principes édictés par l'article 7.2.d de la Convention contre le dopage, conclue à Strasbourg, le 16 novembre 1989;
- 16° elle respecte l'article 17 du Code et s'assure, dès lors, qu'aucune procédure pour violation des règles antidopage ne soit engagée contre un sportif ou une autre personne sans que la violation alléguée des règles antidopage n'ait été notifiée au sportif ou à l'autre personne, dans les dix ans à compter de la date de la violation alléguée.

§ 5. Pour l'application du § 1^{er}, conformément à l'article 13 du Code, portant sur les règles et principes relatifs aux appels, en tout état de cause, les parties suivantes sont autorisées à faire appel d'une décision disciplinaire, rendue en 1^{ère} instance, par la CIDD:

- le sportif ou toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage a été alléguée et lui a été notifiée, par l'ONAD Communauté française, conformément aux §§ 1^{er}, alinéa 1^{er} et 3, alinéa 3;

- le cas échéant, l'organisation sportive ou l'organisation sportive nationale à laquelle le sportif ou l'éventuelle autre personne est affilié(e);
- le cas échéant, la fédération internationale compétente;
- l'ONAD Communauté française;
- le cas échéant, selon le cas, le C.I.O ou le C.I.P.;
- l'AMA, en tenant compte des délais spécifiques prévus à l'article 13.2.3 du Code.

Conformément à l'article 13.2.1 du Code, par dérogation au § 1^{er}, alinéa 2 in fine, dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des sportifs de niveau international, la décision disciplinaire, rendue en 1^{ère} instance, par la CIDD, peut uniquement faire l'objet d'un appel devant le TAS, par les mêmes parties que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

Conformément à l'article 13.2.3 in fine du Code et sans préjudice du § 1^{er}, alinéa 2 in fine et de l'alinéa 1^{er}, dans tous les cas autres que ceux visés à l'alinéa 2, l'AMA et, le cas échéant, le C.I.O. ou le C.I.P, ainsi que la fédération internationale compétente peuvent aussi interjeter appel, devant le TAS, d'une décision disciplinaire, rendue en degré d'appel par la CIDD.

§ 6. Sans préjudice du § 4, alinéa 2, 4^o, la CIDD, notifie, par courrier recommandé et par courriel, aux parties à la cause et à l'ONAD Communauté française, les décisions adoptées et l'identité des personnes éventuellement sanctionnées, tant en première instance, qu'en degré d'appel.

L'ONAD Communauté française diffuse ensuite, par le biais de canaux de communication sécurisés, les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées, tant en première instance qu'en degré d'appel, aux autres ONAD belges, à l'AMA, aux responsables antidopage des salles de fitness labellisées, ainsi qu'aux organisations sportives, aux organisations sportives nationales et, le cas échéant, à la fédération internationale compétente et/ou à l'ONAD du pays où réside la personne et/ou à l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou un titulaire de licence.

Conformément aux articles 14.3.2 et 14.3.4 du Code, s'agissant des sportifs d'élite uniquement, sans préjudice de l'alinéa qui précède, l'ONAD Communauté française diffuse également, sur son site internet, pendant la période de suspension, le nom des sportifs d'élite suspendus pour dopage, le sport qui les concerne, la règle antidopage violée, la substance ou la méthode interdite éventuellement concernée, ainsi que les conséquences imposées.

Conformément à l'article 14.3.3 du Code, dans tous les cas où la CIDD a conclu, en première instance ou en degré d'appel, que le sportif ou l'autre personne n'a pas commis de violation des règles antidopage, la décision ne peut être publiée qu'avec le consentement exprès du sportif, formulé soit lors de l'audience ou ultérieurement, par écrit, à la suite de la notification de la décision de la CIDD.

Lorsque la CIDD rend une décision telle que visée à l'alinéa qui précède, elle demande au sportif ou à l'autre personne n'ayant pas commis de violation des règles antidopage si il/elle est d'accord pour que la décision le concernant soit publiée, le cas échéant en anonymisant la décision.

Si le sportif ou l'autre personne a donné son accord pour la publication de la décision le concernant, dans le cas visé à l'alinéa qui précède, elle est ensuite publiée sur le site internet de l'ONAD Communauté française, le cas échéant dans les conditions spécifiques demandées par le sportif ou une éventuelle autre personne concernée.

§ 7. S'agissant de la seule instance disciplinaire antidopage compétente en Communauté française, conformément et sans préjudice des §§ 1^{er} et 4, il est alloué annuellement, à la CIDD, une dotation minimale destinée à pérenniser son fonctionnement.

La dotation, visée à l'alinéa qui précède, est sans préjudice d'autres sources de financement et vise à couvrir les postes suivants:

- a) les honoraires des juges disciplinaires, en 1^{ère} instance et en degré appel;
- b) tout ou partie de la rémunération, soit d'une personne à temps plein, soit de deux personnes à mi-temps, ayant une formation juridique et chargée(s) de tâches juridiques et administratives pour la CIDD;
- c) tout ou partie des frais de fonctionnement divers, dont des frais de matériel informatique et de bureau et, le cas échéant, des frais de loyers.

Sans préjudice des alinéas qui suivent, la dotation visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à un montant de base de 120.000 euros, soumis à l'évolution de l'indice santé et à l'indexation éventuelle des salaires.

Chaque année, pour le 15 janvier au plus tard, la CIDD transmet, à l'ONAD Communauté française, un rapport annuel succinct, accompagné des pièces justificatives, dans lequel la première indique, en tout état de cause, à la seconde, pour l'année qui précède:

- 1° le nombre de dossiers disciplinaires traités, en première instance et en degré d'appel;
- 2° le nombre de décisions rendues, sur recours, en matière d'obligations de localisation;
- 3° le montant exact dépensé pour le poste visé à l'alinéa 2, a);
- 4° le montant exact dépensé pour le poste visé à l'alinéa 2, b);
- 5° le montant exact dépensé pour le poste visé à l'alinéa 2, c).

Sur base du rapport visé à l'alinéa qui précède, en fonction du nombre exact de dossiers traités par la CIDD, tels que visés aux 1^o et 2^o et des montants exacts dépensés, tels que visés de 3^o à 5^o, le montant de base, prévu à l'alinéa 3 est réajusté, chaque année, à la hausse ou à la baisse, à due concurrence.

Si, par application de l'alinéa qui précède, il s'avère que pour une année déterminée, les dépenses réelles de la CIDD sont inférieures au montant effectivement versé, pour la même année, la différence entre ce montant effectivement versé et le montant total effectivement dépensé sera déduite du montant de la dotation à verser pour l'année suivante.

Sans préjudice des alinéas qui précèdent, la dotation, visée à l'alinéa 1^{er}, est versée, à la CIDD, par le Gouvernement, au plus tard, pour le 15 février de l'exercice budgétaire concerné.

§ 8. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent article, le Gouvernement peut arrêter des modalités et procédures complémentaires éventuelles pour en préciser ou en faciliter son application. »

Art. 15. A l'article 20, du même décret, les termes « Le Gouvernement » sont remplacés par les termes « L'ONAD Communauté française ».

Art. 16. A l'article 21, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1^o au § 1er, deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2:

« Selon les critères de pondération et les éventuelles dérogations qu'il détermine, le Gouvernement sanctionne d'une amende administrative de 250 à 1000 euros, le sportif ou l'autre personne qui a été convaincu(e) de dopage suite à une décision disciplinaire de la CIDD passée en force de chose jugée.

L'amende, visée à l'alinéa qui précède, est doublée, en cas de récidive, dans un délai de cinq ans à dater de la dernière condamnation. »

2^o au § 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

« Le Gouvernement fixe les amendes administratives imposées aux organisations sportives et aux organisateurs qui ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, ainsi que, le cas échéant, par le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité. Ces amendes administratives ne peuvent être supérieures à dix mille euros. »

3^o au § 4, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« Toute amende administrative infligée en vertu du présent décret est perçue, par l'ONAD Communauté française, et est affectée à des fins de lutte contre le dopage, en ce compris la prévention du dopage, l'information, la sensibilisation et l'éducation à l'antidopage. »

Art. 17. A l'article 22, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « les organisations sportives » sont remplacés par les termes « la CIDD ».

Art. 18. A l'article 24, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « l'ONAD Communauté française, la CIDD, les organisateurs, les responsables antidopage des salles de fitness labellisées » sont insérés entre les termes « les organisations sportives » et les termes « et toutes autres personnes et institutions soumises au présent décret. »

Art. 19. Les modifications suivantes sont apportées au décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité:

1^o L'article 1^{er}, 14^o, est remplacé par la définition suivante:

« 14^o ONAD Communauté française: l'ONAD, telle que visée à l'article 1^{er}, 82^o, du décret dopage. »

2^o A l'article 9, la condition visée au 12^o est supprimé et les 13^o, 14^o, 15^o et 16^o sont renumérotés, respectivement, en 12^o, 13^o, 14^o et 15^o.

3^o L'article 13 est remplacé par ce qui suit:

« Sans préjudice des dispositions additionnelles prévues à l'article 14, conformément au décret dopage, toute pratique du dopage est interdite au sein des salles de fitness labellisées et l'intégralité des dispositions du décret dopage et de son arrêté d'exécution sont d'application, notamment, le cas échéant, la compétence disciplinaire de la CIDD, ainsi que les principes et conditions sous-tendant son fonctionnement, tels que visés à l'article 19, §§ 1^{er} et 3 à 8, du décret dopage. »

4^o L'article 14 est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. Pour l'application de l'article 19, § 6, alinéa 2, du décret dopage, les canaux de communication sécurisés, utilisés par les salles de fitness labellisées, sont déterminés par le Gouvernement mais peuvent, en tout état de cause, consister en le même système d'information que celui utilisé par l'ONAD Communauté française, vis-à-vis des organisations sportives et le cas échéant vis-à-vis des organisations sportives nationales.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, deux personnes, dont l'exploitant lui-même, sont désignées comme responsables antidopage, pour chaque salle de fitness labellisée.

Seules les deux personnes désignées conformément à l'alinéa qui précède ont accès aux informations visées à l'article 19, § 6, alinéa 2, du décret dopage et uniquement dans la finalité de lutter efficacement contre le dopage au sein des salles de fitness labellisées.

Le Gouvernement peut arrêter des procédures et modalités additionnelles pour l'application du présent paragraphe.

§ 2. Les responsables antidopage des salles de fitness labellisées, informés par l'ONAD Communauté française, en application du § 1^{er}, refusent l'accès à leur(s) salle(s) de fitness labellisée(s), aux sportifs et aux autres personnes sanctionnées pour dopage, par la CIDD, en application de l'article 19, § 1^{er}, du décret dopage, et ce, pendant l'intégralité de leur période de suspension.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, le cas échéant, les exploitants des salles de fitness labellisées s'abstiennent de conclure tout contrat ou suspendent tout contrat conclu avec les sportifs et les autres personnes sanctionnées pour dopage, par la CIDD, en application de l'article 19, § 1^{er}, du décret dopage, et ce, pendant l'intégralité de leur période de suspension.

Sans préjudice de l'éventuel retrait du label, sur base des dispositions prévues au chapitre 4, le non-respect des alinéas 1^{er} et 2 entraîne, à l'encontre de l'exploitant de la salle de fitness concerné, en tant qu'organisateur, au sens du décret dopage, l'ouverture de la procédure administrative visée à l'article 21, § 2, alinéa 1^{er}, du décret dopage. »

Les articles 15 à 19 sont abrogés.

Les articles 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26, sont renumérotés, respectivement, en article 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21.

Art. 20. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur et détermine les éventuelles dispositions transitoires du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°692-1. — Rapport de commission, n° 692-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 692-3

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 novembre 2018.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10733]

14 NOVEMBER 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping en tot wijziging van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 1, van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de definitie bedoeld in 3° wordt vervangen als volgt:

« 3° sportactiviteit: elke vorm van lichamelijke activiteit die door een al dan niet georganiseerde deelname, de uitdrukking of de verbetering van de fysieke en psychische conditie, de ontwikkeling van de sociale relatie of het behalen van resultaten in wedstrijden op alle niveau's ten doel heeft, met inbegrip van de georganiseerde en beoefende activiteiten buiten elke competitie, in fitnesszalen; »

2° in de definitie bedoeld in punt 43° worden de woorden « een wedstrijd of een sportevenement; » vervangen door de woorden « een sportactiviteit; »

3° zeven nieuwe definities worden toegevoegd, luidend als volgt:

« 82° NADO Franse Gemeenschap: NADO aangesteld door en voor de Franse Gemeenschap als NADO, ondertekenaar van de Code, in de zin en overeenkomstig artikel 23.1.1 van de Code;

83° CIDD: de Interfederale Disciplinaire Commissie inzake doping, disciplinaire instantie, met een rechtspersoonlijkheid van een vereniging zonder winstoogmerk, zoals bedoeld en waarvan de bevoegdheden, de beginselen en de voorwaarden inzake de werking bepaald zijn in artikel 19;

84° fitness: geheel van sportactiviteiten, die alleen of in groepsverband worden uitgeoefend, in een fitnesszaal, en die inzonderheid gericht zijn op lichamelijk welzijn, lichamelijke inspanning of versterking van spiermassa, met uitzondering van de activiteiten inzake verzorging of medische revalidatie.

85° fitnesszaal: binnenruimte open tot het publiek, kosteloos of onder bezwarende titel, waarin fitnesssportactiviteiten voorgesteld en georganiseerd worden, met inbegrip van activiteiten buiten elke competitie;

86° gelabelde fitnesszaal: gelabelde fitnesszaal, zoals bedoeld in artikel 1, 12°, van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen.

87° anti-doping verantwoordelijke van een gelabelde fitnesszaal: anti-doping verantwoordelijke aangesteld door de exploitant van een gelabelde fitnesszaal, overeenkomstig het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen;

88° begeleider : persoon aangesteld en opgeleid, door NADO Franse Gemeenschap, die de controlearts begeleidt en bijstaat bij de anti-doping controles en die ook, in voorkomend geval, deel kan nemen aan de preventieactiviteiten inzake doping en/of de bewustmakingsactiviteiten tegen doping, op aanvraag en met de hulp van de NADO Franse Gemeenschap. »

Art. 2. Artikel 5, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt:

« Artikel 5. – Het dopingsgebruik is verboden. Elke sporter, elk lid van het begeleidingspersoneel van de sporter, elke sportorganisatie en elke organisator wordt onderworpen aan de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan

Overeenkomstig de artikelen 23.1.1, 23.2.1, 23.2.2 en 23.3 à 23.5 van de Code en onverminderd de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, als ondertekenaar van de Code, is de NADO Franse Gemeenschap verantwoordelijk, voor de Franse Gemeenschap, voor de uitvoering van de Code en het anti-doping programma van de Franse Gemeenschap, in overeenstemming met de Code.

In samenhang met het lid dat voorafgaat en overeenkomstig de artikelen 23.5.1 en 23.5.2 van de Code, in het kader van de controle op de overeenstemming van de ondertekenaars van de Code, die door het WADA uitgeoefend wordt, op aanvraag van het WADA, brengt de NADO Franse Gemeenschap verslag uit over de overeenstemming ervan .

In het kader van de toepassing van het lid dat voorafgaat geeft de NADO Franse Gemeenschap, in voorkomend geval, het WADA de gevraagde uitleg en informatie.

Overeenkomstig artikel 23.5.3 van de Code, als de NADO Franse Gemeenschap niet met het WADA meewerkt, in het kader van de toepassing van het vierde en vijfde lid, wordt dit beschouwd worden als nalatigheid of onregelmatigheid die in fine tot de niet-overeenstemming kan leiden met de Code van de NADO Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code.

In voorkomend geval zijn de potentiële gevolgen bij niet-overeenstemming met de Code deze die bedoeld zijn in Bijlage B van de Internationaal Standaard voor de overeenstemming met de Code van de ondertekenaars, ofwel, inzonderheid, de onverkiesbaarheid van elke kandidatuur voor de organisatie van grote internationale evenementen in de Franse Gemeenschap of de onverkiesbaarheid voor het behalen van het recht om grote internationale evenementen in de Franse Gemeenschap te ontvangen.

Onverminderd lid 3 tot lid 7 en overeenkomstig de artikelen 20.5.1 en 22.6 van de Code, beschikt de NADO Franse Gemeenschap, tegenover elke derde, over de onafhankelijkheid en de autonomie in alle haar beslissingen en operationele activiteiten.

De beslissingen en operationele activiteiten bedoeld in het lid dat voorafgaat, dekken inzonderheid:

a) de planning, de verdeling en de uitvoering van antidopingscontroles op de sporters, ongeacht binnen of buiten competitie en met inbegrip van, in voorkomend geval, buiten elke competitie, in de fitnesszalen;

b) de rechtstreekse samenwerking met andere antidopingsorganisaties of andere Belgische, Europese of internationale openbare overheden, met als doel de uitvoering van de Code, alsook van zijn antidopingsprogramma, in overeenstemming met de Code, zoals bedoeld in het derde lid;

c) de ontwikkeling en de verwezenlijking van acties en/of campagnes voor de preventie van doping, voor de informatie, de opleiding, de communicatie en/of de bewustmaking van antidoping;

d) de begrotingsvermogen om ontvangsten te innen, inzonderheid afkomstig uit administratieve boetes, en om uitgaven te maken die gebonden zijn aan de uitvoering van opdrachten van de NADO Franse Gemeenschap, als ondertekenaar van de Code.

Onverminderd en in samenhang met de derde tot de negende leden, wordt de NADO Franse Gemeenschap, zodat ze effectief over de autonomie en de onafhankelijkheid van haar beslissingen en operationele activiteiten kan beschikken, inzonderheid toegelaten om :

a) zelf overeenkomsten, protocollen of andere akkoorden af te sluiten, in rechtstreeks verband met de uitvoering van haar opdrachten van ondertekenaar van de Code, met andere antidopingsorganisaties of andere Belgische, Europese of Internationale openbare overheden;

b) over een logo en/of een eigen merk beschikken en deze gebruiken;

c) over een eigen begrotingsfonds beschikken en dit gebruiken voor de preventie en de strijd tegen doping.

Art. 3. In artikel 7, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

« Het advies van de Commissie voor preventie van risico's voor de gezondheid via sport, alsook dat van de Hoge Raad voor Sport wordt niet vereist in het kader van dit aannemingsproces.»

Art. 4. In artikel 8, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, tweede lid, wordt het woord « twee » vervangen door het woord « drie ».

2° in § 3, vierde lid, wordt het woord « volledige » ingevoegd voor het woord «aanvraag».

3° § 3 wordt aangevuld als volgt:

« In het kader en voor de toepassing van beide leden die voorafgaan, ingeval van weigering, motiveert CAUT haar beslissing, in feite en in rechte, ten opzichte van de criteria bedoeld in artikel 1, 10°.

De sporter beschikt over, wat betreft de beslissing van weigering bedoeld in het lid dat voorafgaat, over een recht om beroep in te stellen bij het secretariaat van de CAUT, volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

CAUT die over het beroep beslist, zetelt volgens een totaal verschillende vorming dan deze die van de aanvraag kennis heeft genomen, in eerste instantie.

De beslissing van CAUT, die op basis van een beroep gegeven wordt, wordt gemotiveerd, in feite en in rechte, ten opzichte van de criteria bedoeld in artikel 1, 10°.

Overeenkomstig artikel 4.4.9 van de Code, bij gebrek aan actie van CAUT, binnen een termijn van vijftien werkdagen bedoeld in het vierde lid, wat betreft een aanvraag van AUT die regelmatig ingediend wordt en die als volledig wordt beschouwd, wordt deze als geweigerd beschouwd.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de mededelingen die gemaakt moeten worden door toepassing van deze paragraaf.

Onverminderd het recht van beroep van de sporter, zoals bedoeld in het zevende lid, overeenkomstig artikel 4.4.6 van de Code, kan het WADA op elk ogenblik elke beslissing inzake AUT onderzoeken, ofwel op uitdrukkelijke aanvraag van de betrokken sporter of van zijn sportfederatie, ofwel op eigen initiatief.

Indien de beslissing inzake AUT die door het WADA onderzocht wordt, de criteria bedoeld in de internationale standaard voor AUT vervult, zal het WADA niet op deze beslissing terugkomen.

Indien de beslissing inzake AUT die door het WADA onderzocht wordt, de criteria bedoeld in de internationale standaard voor de AUT niet vervult, zal het WADA op de beslissing terugkomen.

Overeenkomstig artikel 4.4.8 van de Code, kan elke beslissing van het WADA om terug te komen op een beslissing inzake AUT, die genomen wordt met toepassing van het lid dat voorafgaat, het voorwerp uitmaken van een beroep, door de betrokken sporter, door de NADO Franse Gemeenschap en/of door de betrokken internationale federatie, uitsluitend bij het TAS.

Onverminderd het zevende, het twaalfde en het vijftiende lid, overeenkomstig artikel 4.4.7 van de Code, kan elke beslissing inzake AUT die genomen wordt door een internationale federatie of door een NADO die aanvaard heeft een aanvraag van AUT te onderzoeken in naam van een internationale federatie en die niet onderzocht wordt door het WADA of onderzocht werd door het WADA maar waarvoor geen andere beslissing werd genomen, met toepassing van het veertiende lid, het voorwerp uitmaken van een beroep door de betrokken sporter en/of door NADO Franse Gemeenschap, uitsluitend bij het TAS. »

4° § 5 wordt vervangen als volgt:

« § 5. De AUT die door een antidopingorganisatie, een nationale sportorganisatie of een internationale federatie uitgebracht worden in overeenstemming met bijlage 2 van de UNESCO-overeenkomst, worden in de Franse Gemeenschap erkend. »

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 9. – In het kader van de strijd tegen doping, onverminderd artikel 5, derde tot tiende lid, heeft de Regering als opdrachten:

1° de samenwerking met de NADO Franse Gemeenschap te bevorderen met andere antidopingsorganisaties en/of andere Belgische, Europese of internationale openbare overheden met als doel de uitvoering van de Code en het antidopingsprogramma van de Franse Gemeenschap in overeenstemming met de Code;

2° wederzijdse controles tussen antidopingsorganisaties te bevorderen;

3° het antidopingsonderzoek te bevorderen en aan te moedigen;

4° de autonomie en de onafhankelijkheid van de NADO Franse Gemeenschap na te leven, inzonderheid door niet tussen te komen in haar beslissingen en operationele activiteiten, overeenkomstig artikel 5, achtste tot tiende lid;

5° te zorgen dat de NADO Franse Gemeenschap over voldoende middelen beschikt, inzonderheid menselijke en budgettaire middelen zodat ze het geheel van haar opdrachten en verantwoordelijkheden kan uitoefenen als ondertekenaar van de Code, overeenkomstig artikel 5, derde tot tiende lid;

6° elke mogelijke decretale wijziging of elke aanneming van een nieuw decreet aan het Parlement voor te stellen, op de voordracht van de NADO Franse Gemeenschap of, in nodig overleg met haar;

7° elk uitvoeringsbesluit van dit decreet aan te nemen, op voorstel van de NADO Franse Gemeenschap of in nodig overleg met haar. »

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een nieuw lid vóór het eerste lid ingevoegd, luidend als volgt:

« Overeenkomst considerans 112 van Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG wordt de strijd tegen doping beschouwd als noodzakelijk in het kader van een gewichtige reden van algemeen belang. »

2° het eerste lid dat het tweede lid wordt krachtens 1°, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd het eerste lid is alle in het kader van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten ingewonnen of meegeedeelde informatie, hierna de informatie genoemd, vertrouwelijk. »

3° in het vijfde lid dat het zesde lid wordt krachtens 1° worden de woorden « alsook de Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG. » toegevoegd na de woorden « en overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ».

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden het eerste lid en het zesde lid respectievelijk vervangen door twee leden, luidend als volgt :

« Artikel 12. - § 1. Overeenkomstig artikel 5, negende lid, a) en onverminderd de eventuele beginselen, voorwaarden en bijkomende nadere regels die bepaald worden door de Regering, ontwikkelt de NADO Franse Gemeenschap, op jaarbasis, een verdelingsplan van de antidopingscontroles die uitgevoerd moeten worden op sporters, ongeacht binnen of buiten competitie en met inbegrip, in voorkomend geval, buiten elke competitie, van de fitnesszalen. »

Onverminderd het eerste lid en de artikelen 5.2 en 5.2.5 van de Code hebben de officieren van gerechtelijke politie, de controleartsen en de begeleiders inzonderheid toegang, in het kader van de uitvoering van antidopingcontroles, tot de vestiaires, trainingszalen, fitnesszalen, sportlokalen, sportinfrastructuren en sportterreinen waar sportactiviteiten georganiseerd worden. »

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« De Regering bepaalt ook de voorwaarden waarin de controleartsen en de buitenlandse begeleiders die opgeleid en erkend worden door een andere Belgische of buitenlandse antidopingorganisatie erkend kunnen worden in de Franse Gemeenschap, om, in voorkomend geval, controles uit te voeren voor de NADO Franse Gemeenschap. »

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het derde lid worden de woorden «, met de benaming ' Formulier dopingscontrole', » ingevoegd tussen het woord « proces-verbaal » en de woorden « gaat gepaard »;

b) het vierde lid wordt vervangen als volgt:

« Een afschrift van het formulier dopingscontrole wordt binnen de tien werkdagen na de controle aan de betrokken sporter bezorgd. Indien de sporter aangesloten is bij een sportorganisatie, een nationale sportorganisatie en/of een internationale federatie, krijgt(krijgen) deze ook, binnen dezelfde termijn, een afschrift ervan. »

Art. 8. In artikel 12/1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden « eerste lid » vervangen door de woorden « tweede lid »;

2° in het zevende lid wordt het woord « 8 » vervangen door het woord « 10 ».

Art. 9. In artikel 13, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de Regering » vervangen door de woorden « van de NADO Franse Gemeenschap ».

Art. 10. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « aan de Regering » vervangen door de woorden « aan de NADO Franse Gemeenschap ».

Art. 11. In artikel 15, van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

« Artikel 15. – Onverminderd de eventuele toepassing van artikel 19, § 3, deelt de NADO Franse Gemeenschap het resultaat en het dossier van de analyse mee aan de sporter en, in voorkomend geval, aan de sportorganisatie en/of aan de nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waarbij de sporter aangesloten is. »

Art. 12. In artikel 17, van hetzelfde decreet, worden de woorden « aan de Regering » vervangen door de woorden « aan de NADO Franse Gemeenschap ».

Art. 13. In artikel 18, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 7 worden het tweede en het derde lid respectievelijk vervangen door twee leden, luidend als volgt:

« Elke topsporter die de naleving van de plichten bedoeld in dit artikel wil betwisten alsook elk mogelijk gebrek dat hem verweten wordt, door toepassing van dit artikel, kan een beroep van de bestreden beslissing vormen bij de CIDD, overeenkomstig en onverminderd artikel 19, § 2.

Het beroep bedoeld in het voorafgaand lid is opschortend en wordt ingediend binnen de vijftien dagen na de mededeling van de bestreden beslissing.”

2° in § 9 worden de woorden « ambtenaren belast met het toezicht op het dopinggebruik binnen de » vervangen door de woorden « personeelsleden belast met de dossiers in verband met de plichten inzake lokalisatie van topsporters binnen, respectievelijk, de NADO ».

Art. 14. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

« Art. 19. - § 1. Onafhankelijk van zijn/haar sportaansluiting wordt elke sporter of elke andere persoon, tegen dewelke een schending van de antidopingsregels aangehaald wordt en hem meegedeeld werd, door de NADO Franse Gemeenschap, door de CIDD beoordeeld met een tuchtprocedure.

Onverminderd het eerste lid is de CIDD een onafhankelijke en onpartijdige hoorinstantie in de zin van artikel 8 van de Code, die bevoegd is in eerste aanleg en, in voorkomend geval, in beroep.

§ 2. Onverminderd § 1 is de CIDD ook bevoegd om elk beroep van een topsporter inzake plichten van lokalisatie te behandelen, zoals bedoeld in artikel 18, § 7, tweede en derde lid.

Binnen de twee dagen volgend op de ontvangst van het beroep bedoeld in het lid dat voorafgaat of binnen de twee dagen volgend op de mogelijke verhooring aangevraagd door de sporter, vraagt de CIDD het gemotiveerde advies van de NADO Franse Gemeenschap wat betreft de gegrondheid van het beroep en de gegeven schriftelijke en/of mondelinge uitleg.

De NADO Franse Gemeenschap brengt haar gemotiveerde advies uit en bezorgt het aan de CIDD, per mail, binnen de drie dagen na de ontvangst van de aanvraag bedoeld in het voorafgaande lid.

De CIDD die beslist over elk beroep bedoeld in het eerste lid, kan de bestreden beslissing bevestigen of herzien.

De beslissing van de CIDD die genomen wordt voor elk beroep bedoeld in het eerste lid, is definitief.

De beslissing van de CIDD, zoals bedoeld in het lid dat voorafgaat, wordt bij aangetekend schrijven en per mail aan de sporter meegedeeld, alsook per mail aan de NADO Franse Gemeenschap en aan de sportorganisatie en dit, ten laatste binnen de veertien dagen na de ontvangst van het beroep of, in voorkomend geval, binnen de veertien dagen na het verhoor van de topsporter, indien deze gevraagd heeft om gehoord te worden om zijn uitleg en mogelijke verweermiddelen te laten gelden.

Bij gebrek aan mededeling van de beslissing van de CIDD, binnen één van de termijnen bedoeld in het lid dat voorafgaat, naargelang het geval, wordt de bestreden beslissing geacht herzien te worden en kan geen enkel gebrek aan de plichten inzake lokalisatie tegen de betrokken topsporter vastgesteld worden.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, wordt de zaak bij de CIDD, in eerste aanleg, aanhangig gemaakt door de verzending van een administratief dossier, per mail, door de NADO Franse Gemeenschap, dezelfde dag als die van de mededeling aan de sporter of aan de andere persoon tegen wie een schending van de antidopingregels wordt aangevoerd, overeenkomstig § 1, eerste lid en onverminderd de eventuele toepassing van artikel 15, eerste lid.

Het administratief dossier, bedoeld in het lid dat voorafgaat, is samengesteld uit dezelfde stukken als deze die bekend gemaakt werden aan de sporter of aan de andere persoon tegen wie een schending van de antidopingregels aangevoerd werd op basis van § 1, eerste lid.

De mededeling aan de sporter of aan de andere persoon tegen wie een schending van de antidopingregels aangevoerd wordt, gedaan overeenkomstig § 1, eerste lid en in ieder geval:

- a) wordt per aangetekend schrijven en, in voorkomend geval per mail gestuurd;
- b) vermeldt de feitelijke elementen waarmee de NADO Franse Gemeenschap rekening heeft gehouden in dit specifiek geval;
- c) bevat een motivering, in feite en in rechte, waarbij de NADO Franse Gemeenschap tot de conclusie kan komen van een aanvoering van de schending van de antidopingregels, voor dit specifiek geval;
- d) vermeldt de aangevoerde schending(en) van de antidopingregels, volgens het specifiek geval;
- e) vermeldt de tucht(en) die in principe toegepast moet(en) worden krachtens artikel 10 van de Code en van dit decreet, indien de aangevoerde schending(en) van de antidopingregels vastgesteld wordt(en) door de CIDD en dat deze aldus uiteindelijk bewezen is/zijn;
- f) verwijst, in voorkomend geval, naar de opening van een eventueel onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6/2, alsook naar de conclusies van dit onderzoek;
- g) verwijst naar deze bepalingen, met uitdrukkelijke vermelding van de beroepsmiddelen die van toepassing zijn, zoals bedoeld in § 5.

§ 4. Onverminderd en voor de toepassing van § 1 wordt de CIDD erkend als de enige bevoegde antidopingtuchtinstantie, in de Franse Gemeenschap, die beantwoordt aan de voorwaarden en de algemene beginselen bedoeld in artikel 8 van de Code.

De CIDD beantwoordt, inzonderheid, aan de volgende voorwaarden en beginselen:

- 1° ze zorgt voor de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van haar tuchtrechters;
- 2° ze zorgt voor de naleving van de verweerrechten, inzonderheid het recht, van de sporter of de andere persoon tegen wie een mogelijke schending van de antidopingregels aangevoerd wordt, om gehoord te worden en dat om vertegenwoordigd of bijgestaan te worden door een rechtskundige adviseur, op zijn/haar eigen kosten;
- 3° ze voorziet in een eerlijke en tegenstrijdige hoorprocedure, binnen een redelijke termijn;
- 4° ze neemt haar beslissingen en stelt deze binnen een redelijke termijn schriftelijk ter kennis van de partijen bij de zaak;
- 5° ze motiveert haar beslissingen, in feite en in rechte;
- 6° ze zorgt ervoor dat elke genomen tuchtbeslissing op zijn minst vatbaar is voor hoger beroep door de partijen bedoeld in § 5, eerste lid;
- 7° ze bepaalt, in haar beslissingen, de wegen en de mogelijke beroepstermijnen;
- 8° ze zorgt ervoor, aan alle partijen dat de beginselen en voorwaarden bedoeld in 1° tot 5° gelden en ook van toepassing zijn in hoger beroep, in voorkomend geval
- 9° ze respecteert en past de volledige bepalingen van de Code inzake tuchtprocedures toe en de gevolgen van schendingen van de antidopingregels, inzonderheid de artikelen 10 en 13 van de Code, die respectievelijk betrekking hebben op straffen tegen personen en op beroepen;
- 10° ze respecteert en past alle bepalingen van het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten toe;
- 11° ze neemt een procedurereglement aan en past het aan, in overeenstemming met de beginselen en voorwaarden bedoeld in deze paragraaf;

12° tegelijkertijd met de oproeping van de partijen bij de zaak, voor de eerste zitting, zal zij het procedureglement bedoeld in 11° ter kennis brengen van de bovenvermelde partijen;

13° ze zorgt ervoor, op algemene wijze, dat de partijen bij de zaak voldoende geïnformeerd worden over hun rechten, de toepasselijke procedures en de sancties die kunnen worden opgelegd overeenkomstig de Code en dit decreet aan de sporter en / of een andere persoon tegen wie een schending van de antidopingregels wordt aangevoerd;

14° ze zorgt ervoor, in voorkomend geval, dat de beginselen bedoeld in artikel 7.9 van de Code nageleefd en toegepast worden wat betreft de voorlopige schorsingen;

15° ze respecteert de beginselen bedoeld in artikel 7.2.d van de Antidopingconventie, die op 16 november 1989 in Straatsburg gesloten is;

16° ze leeft artikel 17 van de Code na en zorgt aldus ervoor dat er geen enkelen procedure voor schending van de antidopingsregels ingevoerd worden tegen een sporter of een andere persoon zonder dat de schending van de antidopingsregels bekend gemaakt wordt aan de sporter of aan de andere persoon binnen de tien jaar na de datum van de vermeende schending.

§ 5. Voor de toepassing van § 1, overeenkomstig artikel 13 van de Code dat betrekking heeft op de regels en beginselen inzake hoger beroep, in ieder geval, worden de volgende partijen toegelaten om in beroep te gaan tegen een tuchtbeslissing genomen in eerste aanleg door de CIDD:

- de sporter of elke andere persoon tegen wie een schending van de antidopingregels aangevoerd werd en hem bekendgemaakt werd door de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig §§ 1, eerste lid en 3, derde lid;

- in voorkomend geval, de sportorganisatie of de nationale sportorganisatie waarbij de sporter of de eventuele andere persoon aangesloten is;

- in voorkomend geval, de bevoegde internationale federatie;

- de NADO Franse Gemeenschap;

- in voorkomend geval, naargelang het geval, het OIC of het CIP;

- het WADA, rekening houdend met de specifieke termijnen bedoeld in artikel 13.2.3 van de Code.

Overeenkomstig artikel 13.2.1 van de Code, in afwijking van § 1, tweede lid in fine, in de gevallen voortvloeiend uit de deelname aan een internationaal evenement of in de gevallen waarbij de sporters van internationaal niveau betrokken zijn, kan voor de tuchtbeslissing genomen in eerste aanleg door de CIDD, slechts beroep ingesteld worden voor het TAS door dezelfde partijen als deze bedoeld in het eerste lid.

Overeenkomstig artikel 13.2.3 in fine van de Code en onverminderd § 1, tweede lid in fine en het eerste lid, in alle andere gevallen als deze bedoeld in het tweede lid, kunnen het WADA en, in voorkomend geval, het OIC of het CIP, alsook de bevoegde internationale federatie ook in beroep gaan voor het TAS tegen een tuchtbeslissing genomen in beroep door de CIDD.

§ 6. Onverminderd § 4, tweede lid, 4°, deelt de CIDD, per aangetekend schrijven en per mail, de partijen bij de zaak en de NADO Franse Gemeenschap, de aangenomen beslissen en de identiteit van de personen die eventueel een sanctie hebben ondergaan, mee, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep.

De NADO Franse Gemeenschap verspreidt langs beveiligde communicatiekanalen de aangenomen beslissingen en de identiteiten van de bestrafte personen zowel in eerste aanleg als in hoger beroep, aan de andere Belgische NADO's, het WADA, de verantwoordelijke antidoping van gelabelde fitnesszalen alsook aan de sportorganisaties, de nationale sportorganisaties en, in voorkomend geval, aan de bevoegde internationale federatie en/of aan de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of aan de NADO's van de landen waar de persoon een onderdaan of een titularis van de licentie is.

Overeenkomstig de artikelen 14.3.2 en 14.3.4 van de Code, als het slechts om topsporters gaat, onverminderd het lid dat voorafgaat, verspreidt de NADO Franse Gemeenschap ook, op haar website, tijdens de schorsingsperiode, de namen van de topsporters die wegens doping zijn geschorst, de sport die hen aanbelangt, de geschonden antidopingregel, het eventueel betrokken verboden stof of de methode, alsook de opgelegde gevolgen.

Overeenkomstig artikel 14.3.3 van de Code, in alle gevallen waar de CIDD tot de conclusie gekomen is, in eerste aanleg of in beroep, dat de sporter of de andere persoon de antidopingregels niet geschonden heeft, mag de beslissing slechts bekendgemaakt worden met de uitdrukkelijke toestemming van de sporter, geformuleerd ofwel bij de audiëntie of later, schriftelijk, ten gevolge van de bekendmaking van de beslissing van de CIDD.

Wanneer de CIDD een beslissing neemt zoals bedoeld in het voorafgaande lid, vraagt ze aan de sporter of aan de andere persoon die de antidopingregels niet geschonden heeft of hij/zijn akkoord gaat met de bekendmaking van de beslissing die hem aanbelangt, in voorkomend geval, door de beslissing anoniem te maken.

Indien de sporter of de andere persoon zijn toestemming gegeven heeft voor de bekendmaking van de beslissing die hem/haar aanbelangt, in het geval bedoeld in het voorafgaande lid, wordt ze daarna op de website van de NADO Franse Gemeenschap bekendgemaakt, in voorkomend geval binnen de specifieke voorwaarden die aangevraagd worden door de sporter of door een eventuele andere betrokken persoon.

§ 7. Als het om de enige bevoegde antidopingtuchtinstantie in de Franse Gemeenschap gaat, overeenkomstig en onverminderd §§ 1 en 4, wordt elk jaar aan de CIDD een minimale dotatie toegekend om haar werking te vereeuwigen.

De dotatie bedoeld in het voorafgaande lid, is onverminderd andere financieringsbronnen en heeft als doel de volgende posten te dekken:

- a) de honoraria van de tuchtrechters, in eerste aanleg of in beroep;
- b) het geheel of een gedeelte van de bezoldiging, ofwel van een persoon met voltijdse betrekking, ofwel twee personen met halftijdse betrekking, die een juridische opleiding heeft/hebben en die belast is/zijn met de juridische en administratieve zaken voor de CIDD;
- c) het geheel of het gedeelte van de diverse werkingskosten waaronder de kosten voor informatica- en bureaumateriaal en, in voorkomend geval, de huurkosten.

Onverminderd de leden die daarop volgen, wordt de dotatie bedoeld in het eerste lid bepaald op een basisbedrag van 120.000 euro, onderworpen aan de ontwikkeling van het gezondheidsindexcijfer en de mogelijke indexering van de lonen.

Elk jaar, tegen uiterlijk 15 januari, bezorgt de CIDD de NADO Franse Gemeenschap een beknopt jaarverslag samen met de bewijsstukken waarin de eerste, in ieder geval, aan de tweede vermeldt voor het jaar dat voorafgaat :

- 1° het aantal behandelde tuchtdossiers, in eerste aanleg en in beroep;
- 2° het aantal genomen beslissingen, in beroep, inzake de plichten van lokalisatie;
- 3° het juiste bedrag uitgegeven voor de post bedoeld in het tweede lid, a);
- 4° het juiste bedrag uitgegeven voor de post bedoeld in het tweede lid, b);
- 5° het juiste bedrag uitgegeven voor de post bedoeld in het tweede lid, c).

Op basis van het verslag bedoeld in het voorafgaande lid, in functie van het juiste aantal dossiers behandeld door de CIDD, zoals bedoeld in 1° en 2 en de exacte uitgegeven bedragen, wordt het basisbedrag, bepaald in lid 3, ieder jaar, naar evenredigheid aangepast aan de verhoging of de verlaging.

Indien door toepassing van het voorgaande lid blijkt dat de werkelijke uitgaven van een CIDD voor een bepaald jaar lager zijn dan het feitelijk gestorte bedrag, voor hetzelfde jaar, moet het verschil tussen dit werkelijk gestorte bedrag en het totale bedrag daadwerkelijk uitgegeven, afgetrokken worden van het bedrag van de dotatie die voor het volgende jaar moet worden betaald.

Onverminderd de voorgaande leden wordt de in lid 1 bedoelde dotatie uiterlijk op 15 februari van het betrokken begrotingsjaar door de Regering aan de CIDD betaald.

§ 8. Onverminderd de bepalingen van dit artikel kan de Regering aanvullende procedures en nadere regels vaststellen om de toepassing ervan te specificeren of te vergemakkelijken. "

Art. 15. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden "De Regering " vervangen door de woorden "De NADO Franse gemeenschap ".

Art. 16. In artikel 21, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden twee nieuwe leden, luidend als volgt, ingevoegd tussen lid 1 en lid 2:

"Volgens de wegingscriteria en eventuele afwijkingen die ze bepaalt, bestraft de Regering met een administratieve boete van 250 tot 1000 euro, de sporter of de andere persoon die overtuigd werd van doping na een disciplinaire beslissing van de CIDD die res judicata is geworden.

De boete, waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, wordt verdubbeld, in geval van herhaling, binnen vijf jaar na de datum van de laatste veroordeling. "

2° in § 2 wordt het eerste lid vervangen door:

"De regering bepaalt de administratieve boetes opgelegd aan sportorganisaties en organisatoren die zich niet houden aan de verplichtingen die hen opgelegd zijn door dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten en, in voorkomend geval, door het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen. Deze administratieve boetes mogen niet hoger zijn dan tienduizend euro. "

3° in § 4 wordt lid 2 vervangen door:

"Elke administratieve boete die op grond van dit decreet wordt opgelegd, wordt geïnd door de NADO Franse gemeenschap en wordt gebruikt om antidopingdoelinden, waaronder dopingpreventie, voorlichting, bewustmaking en opvoeding tot antidopingpraktijken. "

Art. 17. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord "sportorganisaties" vervangen door het woord "CIDD".

Art. 18. In artikel 24, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden ", de NADO Franse Gemeenschap, de CIDD, de organisatoren, de antidopingsoverheden van de gelabelde fitnesscentra" ingevoegd tussen de woorden "de sportorganisaties". en de woorden "en alle andere personen en instellingen die onder dit decreet vallen. "

Art. 19. De volgende wijzigingen worden aangebracht in het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen:

1° Artikel 1, 14 °, wordt vervangen door de volgende definitie:

"14 ° NADO Franse Gemeenschap: de NADO, als bedoeld in artikel 1, 82 °, van het dopingdecreet. "

2° in artikel 9 wordt de voorwaarde waarnaar wordt verwezen in 12° geschrapt en worden de punten 13°, 14°, 15° en 16° respectief vernummerd tot 12°, 13°, 14° en 15°.

3° artikel 13 wordt vervangen door:

“Onverminderd de aanvullende bepalingen bedoeld in artikel 14, overeenkomstig het dopingdecreet, zijn alle dopingpraktijken verboden binnen de gelabelde fitnesszalen en alle bepalingen van het dopingdecreet en zijn uitvoeringsbesluit van toepassing, inzonderheid, in voorkomend geval, de tuchtrechtsbevoegdheid van de CIDD, alsmede de beginselen en voorwaarden die aan de werking ervan ten grondslag liggen, zoals bedoeld in artikel 19, §§ 1 en 3 tot en met 8, van het dopingdecreet.”

4° artikel 14 wordt vervangen door:

“§ 1. Voor de toepassing van artikel 19, § 6, tweede lid, van het dopingdecreet worden de veilige communicatiekanalen die worden gebruikt door gelabelde fitnesscentra bepaald door de Regering, maar kunnen in elk geval bestaan uit hetzelfde informatiesysteem dat door de NADO Franse Gemeenschap wordt gebruikt, ten opzichte van sportorganisaties en, in voorkomend geval, ten aanzien van nationale sportorganisaties.

Voor de toepassing van het vorige lid zijn twee personen, met inbegrip van de exploitant zelf, aangewezen als antidoping verantwoordelijken, voor elke gelabelde fitnesszaal.

Alleen de twee personen die zijn aangewezen overeenkomstig het vorige lid hebben toegang tot de informatie bedoeld in artikel 19, § 6, lid 2, van het dopingdecreet en alleen met het oog op een effectieve bestrijding van doping in gelabelde fitnesszalen.

De Regering kan aanvullende procedures en nadere regels vaststellen voor de toepassing van dit lid.

§ 2. De anti-doping verantwoordelijken van gelabelde fitnesszalen, op de hoogte gebracht door de NADO Franse Gemeenschap, in toepassing van § 1, weigeren toegang tot hun gelabelde fitnesszalen, aan atleten en andere personen bestraft wegens doping, door de CIDD, in toepassing van artikel 19, § 1, van het dopingdecreet, en dit gedurende hun gehele periode van schorsing.

Voor de toepassing van het vorige lid, indien van toepassing, onthouden de exploitanten van de gelabelde fitnesszalen zich van het sluiten van een overeenkomst of schorsen ze elke overeenkomst die is gesloten met de atleten en andere personen die zijn bestraft wegens doping door de CIDD met toepassing van artikel 19, eerste lid, van het dopingdecreet gedurende hun gehele periode van schorsing.

Onverminderd de eventuele intrekking van de label brengt de niet-naleving van de leden 1 en 2, op basis van de bepalingen van hoofdstuk 4, als organisator van de exploitant van de betrokken fitnesszaal, met toepassing van het dopingdecreet, de opening van de administratieve procedure met zich mee als bedoeld in artikel 21, lid 2, eerste lid, van het dopingdecreet.

5° De artikelen 15 tot en met 19 worden opgeheven.

6° De artikelen 20, 21, 22, 23, 24, 25 en 26 worden vernummerd als zijnde respectief de artikelen 15, 16, 17, 18, 19, 20 en 21.

Art. 20. De Regering bepaalt de inwerkingtreding en de mogelijke overgangsbepalingen van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 november 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 692-1. Commissieverslag, nr. 692-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 692-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming. — Vergadering van 14 november 2018.